



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière du 15 et 16 Décembre 2016

Intervention de Nadine BOISGERAULT

Rapport N° 16.05.06 – Politique Régionale de Santé

Monsieur le Président, Chers collègues,

Alors que le principe de la protection de la santé est un droit fondamental, et doit être accessible à chacun quel que soit ses moyens, son âge et son territoire de résidence, « la fracture sanitaire » reste d'actualité dans notre région : les Français ne sont pas égaux devant la santé.

Trouver dans certains secteurs un médecin traitant ou un spécialiste relève encore du parcours du combattant. Le phénomène marquant dans notre région est la surmortalité par suicide.

Pourtant, la Région et les collectivités territoriales ne restent pas sans rien faire : les mesures financières et dispositifs d'incitations financières par l'Etat ne se sont pas montrés très efficaces.

Les actions mises en œuvre par la Région, pourtant si nombreuses, ne change pas la tendance. Des jeunes médecins dont les études ont été financées préfèrent encore rembourser les aides pour se soustraire à l'engagement qu'ils avaient signé. Les hôpitaux de proximité en difficultés financières ferment des lits, voir des services faute de médecin spécialisé dans notre région, où la population régionale est plus âgée comparativement au niveau national.

Une étude sur les inégalités sociales et territoriales dans notre région met en évidence un déficit criant de tous les professionnels de santé induite aussi par la pyramide des âges de nombreuses spécialités, et une accélération de ce déficit pour les années à venir.

L'implantation de ces professionnels est inégalement répartie accentuant ainsi l'inadéquation entre les besoins des populations et l'offre sur leur lieu de vie. Certains médecins de ville cumulent leur retraite et continue d'exercer leur activité.

Les économies imposées à la Sécurité Sociale (10 milliards en 3 ans) contribuent un désengagement sur les dépenses de santé notamment auprès des populations les plus fragiles.

De plus en plus de médicaments ne sont plus remboursés, délai très long pour consulter un spécialiste, les aides pour bénéficier de la CMU-C et à la complémentaire santé sont compliqués à obtenir et donc peu sollicités par les Français qui y ont droit d'autant plus que les complémentaires santé remboursent moins bien.

Le reste à charge est toujours de plus en plus important qu'une partie de nos citoyens renonce aux soins d'abord pour des raisons financières.

Le nouvel hôpital d'Orléans (qui avait prévu une hausse d'activité de 13% qui n'est alors que de 9 %), accuse en cette fin d'année un déficit de 13 millions



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Autant dire que l'alternative à cette paupérisation de notre système de santé ne se trouve certainement pas dans le programme de casse sociale, de suppression de la sécurité sociale au profit des mutuelles, défendue par la droite libérale.

Les quelques actions mises en œuvre par la Région que nous venons d'évoquer seront en effet de très peu d'effets en cas de remise en cause du principe fondamental de la sécurité sociale, à savoir la solidarité entre Français, au bénéfice exclusif d'intérêts particuliers, contre l'intérêt général.

Enfin, le maintien d'une sécurité sociale digne de ce nom est possible en engageant une lutte active contre la fraude, l'immigration sanitaire et en privilégiant l'innovation. Autant de pistes pour réaliser les économies nécessaires pour pérenniser le financement public de la Sécurité Sociale, l'accès aux soins et même l'améliorer, à l'échelle nationale comme régionale